

1 JEUNE 1 SOLUTION DU PLAN DE RELANCE DU GOUVERNEMENT

Positionnement du CRAJEP Hauts-de-France

Amiens, Lille, le 2 novembre 2020

Selon [les derniers chiffres clés de l'INJEP](#), 16,5% des actifs âgés de 15-29 ans sont au chômage, 14% ne sont ni en emploi, ni en formation et 20% des moins de 30 ans ont un niveau de vie inférieur au seuil de pauvreté, soit 4,5 millions de jeunes.

En Hauts-de-France, région la plus jeune de France, [l'INSEE nous révèle dans sa dernière étude](#) que les 15-29 ans sont moins souvent en emploi et plus souvent au chômage qu'ailleurs et que ceux qui travaillent sont plus souvent en situation de précarité. Les jeunes de la région qui sont sans travail, ni scolarisés, ni en études, ni en formation, représentent près d'un jeune sur quatre, soit 5 points de plus qu'en France métropolitaine. La pauvreté touche trois jeunes ménages sur dix.

Déjà fragilisés, précarisés pour certains, toujours touchés en premier en temps de crise, les jeunes subissent de plein fouet cette crise sanitaire. D'une part, parce qu'ils seront environ 750 000 cette année, à arriver sur le marché du travail avec la crainte de ne pas trouver d'emploi, compte tenu des difficultés économiques que traverse un grand nombre de secteurs, et que d'autre part, les mesures de restrictions de certaines de nos libertés fondamentales comme les rassemblements conviviaux et festifs, prises ces dernières semaines, les concernent et les affectent directement.

Dans [un sondage Ifop](#) récent, 87% des 18-30 ans interrogés estiment que les jeunes générations vont payer pendant des décennies la dette contractée au cours de cette crise, quand 78% déplorent de ne pas pouvoir vivre une vie sociale normale, et 66% se sentent injustement tenus pour responsables de la reprise de l'épidémie.

Cette génération est en train de payer cher: nous avons une dette envers elle. Mais la démarche en cours est-elle la bonne? L'horizon proposé doit-il se limiter à l'emploi? N'est-ce pas le bon moment de repenser les politiques publiques de jeunesse dans une approche globale et transversale? N'est-il pas temps de considérer les jeunes comme « ressources » et non seulement comme « victimes » ou « menaces » ?



« L'emploi des jeunes est une priorité » a répété le président de la République.

Le gouvernement a fléché dans son récent plan de relance **6,5 milliards d'euros pour deux ans sur son plan jeune #1JEUNE1SOLUTION**, dont une montée en charge du service civique (passant de 140 000 à 240 000 missions annuelles).

Le CRAJEP HdF salue cette ambition, bien que nous pensons que la réponse soit incomplète : en cette période de crise multidimensionnelle, le volontariat que représente le service civique, ne doit pas être vécu par les volontaires et leur structure d'accueil comme un sous emploi ou un substitut à une aide à l'emploi, mais doit au contraire être valorisé dans sa dimension de réalisation d'un travail pour l'intérêt général et d'un droit à l'expérimentation.

«Le danger, dans un contexte tel que celui-ci, consisterait à faire du service civique, un outil d'insertion professionnelle de plus, d'acculturer la jeunesse au sous-emploi, de masquer la hausse du chômage et de permettre aux employeurs, même malgré eux, de 'recruter' des jeunes sur des postes de salariés. Chaque jeune doit pouvoir avoir accès au volontariat et appréhender son service civique en fonction de son parcours, de sa situation et de ses motivations pour son avenir. Le service civique doit être un outil d'éducation à la citoyenneté et d'émancipation. Il doit être pour le jeune la possibilité d'oser, découvrir, se sentir capable, être utile, apprendre, échanger, rencontrer, grandir»

Extrait de notre plaquette « le Service Civique Universel : pour un accueil de qualité dans le parcours d'un jeune » - 2017).

À l'occasion des 10 ans de la loi relative au Service Civique, une consultation citoyenne ouverte a été récemment lancée. **Résultat : 30 propositions** votées par les participants pour penser le Service civique de demain, à savoir ouvert géographiquement et socialement, plus long, plus qualitatif et davantage reconnu dans le respect de ses fondamentaux de qualité.

Il conviendrait par ailleurs de reconsidérer l'engagement et la citoyenneté comme des piliers de la construction identitaire, de l'épanouissement, de l'émancipation, contribuant ainsi à l'insertion socioprofessionnelle. Il s'agirait ainsi de permettre une meilleure connaissance et cohérence des dispositifs existants qui y sont liés, ainsi qu'une meilleure reconnaissance des parcours en ce sens. France Stratégie avait émis un rapport en ce sens : **« Reconnaître, valoriser, encourager l'engagement des jeunes ».**

Sur ces principes qui fondent le service civique, pour lesquels nous avons déjà pu prendre position, et avec la vigilance qu'ils soient respectés par tou.te.s, le CRAJEP HdF et ses organisations associatives sont prêts à prendre part au développement du service civique.

« Les jeunes sont notre avenir » a annoncé la ministre du travail, de l'emploi et de l'insertion.

Le gouvernement souhaite dans le cadre de son **plan jeune #1JEUNE1SOLUTION**, développer ses dispositifs d'insertion, de formation et d'aide à l'emploi déjà existants.

Le CRAJEP HdF salue cette intention, bien que nous pensons que la réponse soit inexacte et insuffisante : les jeunes sont d'abord « notre présent ». Le rapport au travail doit inéluctablement changer et de nouveaux droits universels doivent voir le jour.

« Cette crise nous montre peut-être une nouvelle fois que nous sommes au bout d'un système. Elle amène malheureusement à se précipiter et à trouver des solutions d'urgence dans un cadre démocratique restreint alors qu'il semblerait plus judicieux de trouver enfin collectivement des solutions plus pérennes pour permettre à chaque personne de vivre dignement. Pendant 18 mois, la campagne nationale Provox du CNAJEP a donné la parole à plus de 2000 jeunes via la Grande Enquête, des rencontres régionales et via le festival Provox afin de poser un diagnostic collectif et construire collectivement des propositions qui les concernent comme « créer des emplois à partir des besoins et des ressources du territoire mais aussi des envies des jeunes », « repenser la conception du monde du travail en mettant l'humain au centre et en mettant du sens », « droit à la formation pour tous, tout au long de la vie », « débat sur le revenu universel d'activité », « repenser le système d'orientation et la formation des acteur.trice.s éducatifs »



Extrait du dernier Manuel PROVOX - 2020

Dès l'école, le modèle imposé de classement scolaire, à la base de « l'élitisme républicain », sépare et divise les individus, aboutissant à un système d'exclusion plutôt que de promotion. Dès lors, les politiques publiques de jeunesse n'ont de cesse de tenter de réparer ce phénomène continu. Education, formation, emploi, insertion : il convient réellement de créer les conditions pour des parcours sécurisés pour tous les jeunes comme le défend le [rapport alternatif au plan priorité jeunesse de la plateforme BigBang des politiques jeunesse!](#) (2015)

« Il y a une place pour chaque jeune à l'école, mais chaque jeune n'y est pas forcément à sa place ». Afin que chaque jeune trouve sa place dans l'école et dans la société, [le Cnajep s'engage pour une politique de jeunesse à l'écoute des jeunes](#) (2020) avec un certain nombre de propositions dont « assurer un droit à la formation tout au long de la vie assorti de ressources dès 16 ans » et « sortir de la logique de concurrence et de stratégies scolaires individuelles et promouvoir au contraire une école de la coopération ».

Sur ces principes de refondation des politiques jeunesse avec les organisations de jeunesse, le CRAJEP HdF et ses organisations associatives sont prêts à prendre part au développement des dispositifs d'insertion, de formation et d'aide à l'emploi.





« Je considère que dans les prochaines semaines, les prochains mois, les prochaines années, nous avons à l'égard de la jeunesse une responsabilité immense pour l'aider à inventer ce fameux monde d'après » a déclaré le président de la République.

Le CRAJEP HdF salue cette déclaration, car nous souhaitons vivement que les jeunes prennent désormais bien part aux décisions qui les concernent. Tout le temps. Partout.

La jeunesse d'aujourd'hui a grandi dans un climat de défiance vis-à-vis du politique (uniquement 24% des jeunes français de 15 à 29 ans ont confiance dans leur gouvernement). Une crise de la représentation la désintéresse des instances démocratiques (aux dernières élections présidentielles de 2017, un jeune sur deux s'est abstenu).

Pourtant, les jeunes parlent du travail, de la quête de sens, de l'engagement, des inégalités, des discriminations. Ils sont bénévoles, volontaires, actifs et créatifs sur la toile, manifestent et signent des pétitions. De plus en plus concernés et mobilisés, les jeunes s'engagent de différentes manières, en faveur d'un monde plus juste qu'ils souhaitent à leur image.

[Le site Public Sénat y consacrait un article en 2017.](#)

La jeunesse apparaît comme une ressource à chaque fois qu'elle est associée à la résolution des problèmes. Principaux bénéficiaires des politiques de jeunesse, les jeunes possèdent une expertise d'usage. C'est pourquoi les politiques publiques qui leur sont destinées, doivent être pensées, élaborées, menées et évaluées avec les organisations de jeunesse et les jeunes eux-mêmes. C'est un élément clé de réussite.

Afin de mener ce chantier, il doit exister un mode de gouvernance qui permet de créer le lien entre les acteurs jeunesse, les institutions, les dispositifs, les partenaires financiers et les jeunes. Dans ses [cahiers de l'action « Politiques intégrées de jeunesse : une action publique renouvelée »](#), l'INJEP a identifié en ce sens, quatre leviers d'action : « définir des normes et des règles d'engagement ouvertes et évolutives », « construire des systèmes partagés d'observation et de mesure des effets », « développer une organisation support fédératrice » et « renforcer les capacités et les compétences de collaboration ».

Enfin, [le processus de Dialogue Structuré](#), déjà expérimenté à l'échelle européenne, nationale et dans certaines régions, [dont les Hauts-de-France](#), permet également de mettre en mouvement les acteurs, les institutions et les jeunes autour de la co-élaboration de propositions politiques à destination des jeunes.



Sur ces principes d'association de la jeunesse aux politiques qui les concernent, le CRAJEP HdF et ses organisations associatives sont prêts à prendre part au plan #1JEUNE1SOLUTION.



LES ASSOCIATIONS MEMBRES DU CRAJEP HDF :

**AFEV, AFOCAL, AROEVEN, CEMEA, CMJC, CONCORDIA, CULTURE ET LIBERTE,
ECLAIREURS ET ECLAIREUSES DE FRANCE, FAEP, FCPE, FRANCAS, A.J LILLE,
JPA, LEO LAGRANGE, LIANES COOPERATION, LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT,
MRJC, LES PETITS DEBROUILLARDS, PLANETE SCIENCES, SCOUTS ET GUIDES DE
FRANCE, STAJ, TRAVAIL ET CULTURE, UFCV, UR CENTRES SOCIAUX, UR FAMILLES
RURALES, UR FOYERS RURAUX, URHAJ, URPEP**

***Comité Régional des Associations
de Jeunesse et d'Éducation Populaire***

Siège social: 11 rue Ernest Deconinck, 59800 LILLE

Siège administratif ESSpace, Parc de Beauvillé, 21 rue François Génin, 80000 AMIENS

06 95 68 94 28 | contact@crajep hdf.org | www.crajep hdf.org